

L'engagement des jeunes en situation de marginalité : une part d'ombre ?

Élisabeth Greissler

Numéro 71, printemps 2014

La participation sociale et politique au quotidien

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1024738ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1024738ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

1703-9665 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Greissler, É. (2014). L'engagement des jeunes en situation de marginalité : une part d'ombre ? *Lien social et Politiques*, (71), 51–68.
<https://doi.org/10.7202/1024738ar>

Résumé de l'article

À partir des résultats d'une thèse de doctorat portant sur l'engagement de jeunes en situation de marginalité, cet article vise à mettre en évidence des formes d'engagement difficiles à appréhender. Étant discrètes, certaines prises de position inscrites dans la proximité, dans des gestes quotidiens automatiques, représentent en effet un enjeu d'invisibilité et posent un problème de conceptualisation. Or des jeunes expriment leur besoin de participer, en investissant ce que l'on pourrait appeler un espace d'engagement « intermédiaire » ou une « arrière-scène participative », comme ils développent une « stratégie de résistance » pour exister dans l'espace social. Notre objectif est de comprendre ces prises de position.

L'engagement des jeunes en situation de marginalité : une part d'ombre ?

ÉLISABETH GREISSLER
Doctorante et chargée de cours
École de service social
Université de Montréal

INTRODUCTION

L'«engagement» et les «jeunes en situation de marginalité» sont deux notions qui, de prime abord, paraissent antinomiques. L'engagement politique est souvent défini comme un acte public qui repose sur le don de soi ou de son temps pour une cause ou une organisation (Ladrière, 1990). D'un autre point de vue, s'engager consiste à prendre position dans l'espace social (Giraud, 2011). L'engagement renvoie en fait à la notion de responsabilité envers soi-même ou les autres (Gaudet, 2001). De nombreux écrits insistent sur le fait que «les jeunes» ne veulent plus militer, s'engager, prendre des responsabilités, alors même que d'importantes actions collectives (mouvements étudiants ou communautaires) ou initiatives citoyennes personnelles (écriture de blogues ou signature de pétitions) viennent contredire ces assertions. Il n'en demeure pas moins que l'engagement nécessite des ressources, des compétences, une organisation militante, un but commun. Or la situation de marginalité – marquée par l'itinérance, l'exclusion sociale, ou la précarité – représente un frein important à l'engagement, justement en raison d'un manque de ressources personnelles, organisationnelles ou culturelles (Mathieu, 2007). D'ailleurs, le constat d'un non-engagement revient souvent dans les discours tenus à propos des jeunes en général et des jeunes en difficulté en particulier¹ (Becquet et De Linares, 2005).

L'engagement des jeunes en situation de marginalité est certes plus complexe qu'il n'y paraît de prime abord, mais il reste à comprendre ce que l'on pourrait appeler la «part d'ombre» de l'engagement, c'est-à-dire les prises de position moins visibles et plus silencieuses. Certaines prises de position dans la sphère privée échappent en effet à toute analyse et, partant, sont associées,

1. Malgré leurs différences, les termes «jeunes en difficulté» et «jeunes en situation de marginalité» sont employés comme des synonymes

à tort semble-t-il, au non-engagement, à de l'individualisme ou à de l'apathie (Pennec, 2004). En effet, il est des formes d'engagement des jeunes en situation de marginalité qui illustrent ce que l'on pourrait appeler une « arrière-scène participative ». Cette « arrière-scène participative » est construite par les jeunes qui développent des formes d'engagement particulières. Elle peut à la fois être liée à la situation de marginalité qui exclut des scènes de participation – le « dégage ment » (Vulbeau, 2005) –, ou à une volonté de développer d'autres modes d'expression de la participation citoyenne et ainsi, à une volonté de refuser d'autres scènes (les mouvements « contre-culturels »). L'objet de cet article est précisément de montrer de quels engagements est faite cette « arrière-scène » et comment celle-ci s'articule avec d'autres scènes participatives.

Cet article s'appuie sur les résultats d'une thèse de doctorat qui porte sur l'engagement de jeunes en situation de marginalité. C'est l'occasion de mettre en lumière cette « arrière-scène participative » à travers l'analyse de formes d'engagement difficiles à étudier. Afin de bien comprendre ses expériences, peu ou mal reconnues, nous verrons qu'il est nécessaire d'élargir la définition de l'engagement trop souvent restreinte dans les écrits « aux actions collectives organisées, à la défense d'une cause publique » (Pennec, 2004, p. 97).

LA « SITUATION DE MARGINALITÉ » : UNE FORME D'ENGAGEMENT ?

Étymologiquement, la « marginalité » représente « le caractère marginal » ou « asocial » d'un individu. Dans l'imagerie populaire, elle est associée à la figure de l'itinérant, du chômeur ou du jeune de la rue. On circonscrit ainsi la marginalité à un espace ou à une condition, à l'opposé des normes sociales dominantes. Or il s'agit d'un construit social qui s'inscrit dans une dynamique continue entre la marge et les centres, dans des « processus de marginalisation et d'assimilation » (Corin, 1986 ; Gauthier, 1994). Toutefois, les repères étant aujourd'hui plus flous, il est parfois difficile de distinguer clairement les formes d'exclusion sociale de la diversité ou de la différence (Parazelli, 2003). Plusieurs formes de marginalité coexisteraient : celles qui sont subies par les individus et celles qui sont plus « excentriques » parce qu'elles se démarquent des normes communes en termes de potentiel créatif et innovateur. *In fine*, parler de « situation de marginalité », c'est retracer la formation des « marges » (les règles et les normes qui déterminent la place des individus aux marges) et la production des « marginaux » par rapport aux centres (le statut qui leur est conféré), mais aussi, par rapport à la manière dont les individus réagissent à cette dynamique d'exclusion sociale (l'interaction entre les marges et les centres dénotent des trajectoires particulières).

La situation de marginalité des jeunes est souvent associée à une trajectoire de « désaffiliation » (Castel, 1994) : difficulté d'accès au marché du travail, rupture des liens sociaux, passage à la vie adulte tumultueux et incertain, ou

mode de vie précaire. Ce double décrochage par rapport aux sphères du travail et du social opère une situation d'exclusion des jeunes. Des politiques sociales ont certes été inventées pour les aider à se réinsérer, mais on observe des « carrières à partir de la précarité » chez nombre d'entre eux et surtout, une diversité des situations de marginalité produites par la « désintégration » des normes sociales dominantes² (Gauthier, 1994).

Par ailleurs, s'il n'est pas juste d'homogénéiser les situations de marginalité, il n'en reste pas moins que certains jeunes de la rue, par exemple, aspirent à être différents (Greissler, 2007). La rue peut en effet être perçue comme un « univers social » (Bellot, 2001) ou un « espace transitionnel » (Parazelli, 2002) et non pas simplement comme un lieu de rupture et d'exclusion. Ces perspectives permettent alors de concevoir la rue comme une « expérience sociale » participant notamment du passage à la vie adulte. Tous les jeunes en difficulté ne sont pas des jeunes de la rue, et c'est pour cela qu'il est intéressant de privilégier le concept de « situation de marginalité ». Cela permet de comprendre les interactions, les contraintes, les stratégies et les logiques d'actions propres à certains jeunes qui vivent l'itinérance ou qui risquent l'itinérance en raison de difficultés familiales ou de difficultés d'insertion. Cela permet également d'appréhender des trajectoires originales de construction identitaire.

Des formes inédites d'existence sont également la caractéristique des jeunes en situation de marginalité qui peuvent donc à la fois être perçus comme des jeunes à risque, en danger, à protéger, mais aussi comme une « ressource » (Vulbeau, 2001). C'est dans cette dernière perspective qu'il convient de s'inscrire afin de penser l'engagement des jeunes en situation de marginalité.

Pour ces jeunes, s'engager, est-ce donner un sens à sa vie, inscrire sa construction identitaire en situation de marginalité ? Ce concept est bien plus complexe qu'une posture d'interpellation des normes sociales dominantes. L'engagement est déterminé par une éthique de la conviction, un ordre de valeurs, une cause, une conscience et une visée :

S'engager, c'est entrer, par conviction ou par calcul, dans des liens avec d'autres (promettre), en vue d'une action commune (agir), qui implique un choix (choisir) et comporte certains risques pour soi-même (risquer)³ (Bajoit, 2006, p. 28).

Le « risque » fait autant écho à la marque publique de l'engagement qu'à l'incertitude de ne pas savoir si les effets de son engagement porteront leurs

-
2. La désintégration du centre est représentée par la désinstitutionnalisation, les changements du marché du travail, la nouvelle gestion publique et tant d'autres caractéristiques du contexte institutionnel ou structurel actuel qui produit des situations d'exclusion (chômage de masse, rejet des immigrés, etc.).
 3. Cette référence est tirée d'un texte non publié de Madeleine Gauthier (2012) rédigé pour une session de travail à l'Observatoire Jeunes et société (Québec).

fruits. Il y a donc une notion de responsabilité qui traverse cette action : la promesse, le gage, le contrat moral, mais aussi le rapport à soi, aux autres et au monde (Gaudet, 2001). Finalement, en sociologie politique, c'est une action pour une cause qui trouve son expression dans la collectivité (Pennec, 2004 ; Sawicki et Siméant, 2009). Au-delà du caractère public de l'action, il y a l'idée de motif qui pousse les individus à défendre une cause et à développer une croyance dans l'action.

D'autres termes évoquent ces actions de défense ou de promotion d'une cause : participation sociale, politique ou citoyenne. Ces concepts, reliés entre eux, souvent employés comme des synonymes, ont des significations différentes. La participation sociale revient à « donner de son temps personnel » pour améliorer la vie dans la collectivité (Gaudet, 2012). De même, la participation politique consiste à prendre part aux décisions politiques et institutionnelles (vote, signature d'une pétition, militantisme politique). La participation citoyenne, enfin, reprend ces deux concepts et désignent les actes d'engagement associés à la vie collective, à l'expression dans l'espace public, ou la participation à un projet, à une organisation (Pelchat, 2010). Ces formes de participation ont en commun d'être associées aux thèmes de la vie collective et aux actions qui permettent aux individus d'y prendre part (Mazzoleni et Masulin, 2005). Dans ce texte, ils seront considérés comme des manifestations d'engagement, comme des façons, parmi d'autres, de prendre part et de participer à des actions collectives ou individuelles.

Le concept d'engagement est privilégié ici, car son horizon sémantique est plus large et parce qu'il permet de préciser les prises de position pouvant se traduire par la participation citoyenne. D'après la définition de Quéniart et Jacques (2004, p. 15), cela revient à « se battre pour défendre ses idées ». Prendre position par rapport aux normes dominantes et développer des formes inédites d'existence par le mode de vie sont également des formes d'engagement. Considérer que l'engagement se rapporte uniquement à une organisation ou à une action collective limite les perspectives d'analyse quant aux influences de la situation de marginalité sur les différentes manifestations possibles de l'engagement, en particulier dans la sphère privée. À l'instar de Giraud (2011), nous parlerons donc de « prise de position critique » pour définir l'engagement des jeunes. Ce concept se rapporte à la manière dont certains jeunes défendent ou simplement vivent leurs idées, leurs valeurs et leur propre rapport au monde. Cette définition permet également d'inclure les postures critiques de retrait et ainsi, les prises de position dans ce qui serait une « arrière-scène participative ».

ENGAGEMENT OU NON-ENGAGEMENT DES JEUNES EN
SITUATION DE MARGINALITÉ ?

Depuis maintenant plusieurs décennies, de nombreux travaux analysent le désintérêt pour le vote et le militantisme partisan, ce qui correspondrait à un déclin de l'engagement dans la sphère formelle de participation politique (Putnam, 2000). Nombre d'analystes insistent sur la situation des jeunes dans cette « crise de la participation politique » (Muxel, 2001, 2010 ; Quéniart et Jacques, 2004). La majorité d'entre eux ne se sentiraient pas concernés par la politique, les débats sur les impôts ou les services de santé (Milan, 2005). Leur participation se situerait ailleurs même si proportionnellement à celle de leurs aînés, il faut reconnaître qu'elle est inférieure en intensité (Gaudet, 2012).

Pour Ion (1997), ce rapport à la politique est caractéristique de l'« engagement distancié » selon lequel les individus privilégient, entre autres, de nouveaux rapports aux organisations. S'ils défendent encore de grandes causes, ils sont aujourd'hui moins attachés à suivre à la lettre les principes et les valeurs dictés par les organisations militantes. L'engagement est également plus sporadique, personnalisé et informel. Les explications de ce phénomène sont nombreuses et l'on retiendra parmi les différentes causes structurelles et culturelles le travail des femmes, l'augmentation du temps de travail, l'allongement des études, l'individualisation des loisirs et le déclin des institutions (famille, travail, école, Église, syndicats) (Gaudet, 2012 ; Putnam, 2000).

La transformation des formes d'engagement serait symptomatique des pratiques des jeunes qui développeraient un engagement protéiforme et plus ancré dans la sphère privée que dans la sphère publique. Si leurs pratiques se rapportent à la définition élargie des prises de position critique proposée par Giraud (2011), il faut néanmoins noter qu'une partie d'entre eux n'est pas concernée par ces changements, n'a pas accès à ces nouvelles formes de participation. Il existe en effet un rapport d'inégalité dans les conditions de la participation citoyenne (Barrault, 2010).

Des chercheurs analysent ces inégalités en fonction des cycles de vie (Willemez, 2004), du capital culturel ou du sentiment d'incompétence (Bègue, 2007 ; Le Texier, 2006). Toutefois, très peu de travaux précisent les rapports à l'engagement des jeunes en situation de marginalité ou étudient le non-engagement en soi, si ce n'est pour montrer le déclin de la participation politique.

Il faut souligner que certaines recherches permettent d'affiner ce que d'aucuns qualifient d'« apathie » pour comprendre plus précisément les phénomènes de « dégage ment » (Vulbeau, 2005), ou de « dépossession politique » (Bourdieu, 1979, dans Federini, 2007), c'est-à-dire les mécanismes de mise hors

jeu des espaces de participation citoyenne⁴. Dans les deux cas de figure, des individus « dominés » se trouvent exclus des espaces de participation en raison de leur manque de dispositions, de connaissances, de compétences, plus qu'ils ne choisissent eux-mêmes cette posture. Certains jeunes sont effectivement limités dans leurs engagements, leurs modes d'action et leur émancipation au sein des espaces de participation. Il est tout de même nécessaire de considérer que ces postures de retrait peuvent non seulement être temporaires (Mahéo, Dejaeghere, et Stolle, 2012), mais aussi plus complexes qu'un simple rapport de domination qui les placerait exclusivement en dehors des scènes d'engagement. Il existe, semble-t-il, un enjeu d'invisibilité de certaines formes de participation, hors cadre, hors structures militantes, que l'on confond avec le non-engagement, voire avec le « dégage » (*op. cit.*). Il existe donc des formes d'engagement qui peuvent être cachées derrière une posture d'indifférence, de cynisme, de manque d'intérêt pour la politique, en dépit d'un intérêt parfois très marqué pour le politique et pour la communauté (Gaxie, 2002). Ces formes d'engagement peuvent cacher d'autres manières de prendre position. Par conséquent, si l'on veut comprendre les complexités des prises de position moins visibles, moins traditionnelles, plus privées que publiques, il est indispensable de privilégier une définition élargie de l'engagement. L'enjeu de l'invisibilité de certaines prises de position singulières pose en effet un problème de conceptualisation. Selon les conceptions classiques de la participation politique, cloisonnées essentiellement dans la sphère politique, certaines formes d'engagement développées par les jeunes dans leur mode de vie n'existeraient même pas.

En fait, le processus de construction identitaire de certains jeunes les amène, entre autres, à être associés autant qu'à s'associer à la marge. C'est un processus où ils élaborent un système de valeurs auquel ils veulent se rattacher pour se construire. La situation de marginalité est aussi le terrain d'expérimentations de normes et de valeurs alternatives sur lesquelles s'appuyer, auxquelles s'identifier pour se construire et continuer à pouvoir s'y inscrire à travers des activités qui traduisent parfois un engagement (Greissler, 2007). Les jeunes montrent leur différence au monde en s'opposant au système de valeurs dominantes, aux inégalités dont ils peuvent être victimes, aux injustices dont ils sont l'objet, à certaines valeurs de la société de consommation qu'ils semblent rejeter (Gilbert et Parazelli, 2004 ; Greissler et Labbé, 2012). On peut se demander si une dimension de contre-pouvoir, ou une dimension d'interpellation des normes sociales dominantes, émerge de cette situation de marginalité. Des jeunes interpellent effectivement la société lorsqu'ils sont porteurs d'un message punk, anarchiste ou alternatif, lorsqu'ils expriment un désir de non-insertion dans les normes

4. Le dégage » serait le pendant de l'exclusion sociale alors que la dépossession politique serait la conséquence de l'absence de capital culturel et politique.

sociales dominantes, et ce, même s'ils ne forment pas forcément un mouvement social ou même un groupe homogène. Vécues dans la quotidienneté, dans les expériences de socialisation, certaines activités sociales traduisent peut-être des formes de participation. C'est précisément ce que nous proposons de montrer en analysant ce que ces formes d'engagement représentent pour les jeunes eux-mêmes.

CONSIDÉRATIONS MÉTHODOLOGIQUES

Les résultats de la recherche présentés dans cet article s'appuient sur une approche qualitative exploratoire et interprétative. Le dispositif méthodologique privilégiait l'observation participante et les entretiens de groupe afin de recueillir le point de vue des jeunes en situation de marginalité sur l'engagement ou le non-engagement et d'observer un certain nombre d'actions collectives. C'est par le truchement d'organismes communautaires de jeunesse (OCJ) montréalais que nous avons pu rencontrer une centaine de jeunes de septembre 2010 à décembre 2011. Le tableau suivant présente les différentes sources de données :

SOURCES	DESCRIPTION
Observation participante	2 projets d'actions collectives : le Rassemblement de la jeunesse citoyenne (RAJE) et le Festival d'expression de la rue (FER).
Entretiens de groupe	11 entretiens au sein de 5 OCJ : 1 centre de jour pour jeunes de la rue ; 1 projet d'insertion socioprofessionnelle ; 3 hébergements temporaires pour jeunes en difficulté
Documentation des OCJ	Rapports d'activités, dépliants, etc.
Journal de bord	Notes personnelles, revue d'articles et d'ouvrages, etc.

Un premier niveau d'analyse descriptive a permis de mettre en exergue les contraintes et les conditions d'émergence de l'engagement de jeunes marginaux ainsi que leurs modes d'action. Nous n'avons pas élaboré une typologie des formes d'engagement selon l'analyse de « carrières militantes » ou de profils d'engagés. Les conditions de notre terrain de recherche ne nous ont pas permis de mener une telle démarche. En effet, en raison des allées et venues des jeunes dans les OCJ, les projets d'actions collectives, il était difficile de recueillir des

éléments sociographiques⁵. Pour les mêmes raisons, ce problème se posait pour les données issues des entretiens de groupe. Les différentes formes d'engagement des jeunes ont donc été explorées, puis mises en perspective dans différents « espaces » : « original », « intermédiaire » et « négatif »⁶.

LES PERFORMANCES MOINS VISIBLES DES JEUNES EN SITUATION DE MARGINALITÉ

Pour se faire entendre, les acteurs en lutte inventent des « performances » ou des modes d'action. Les « performances » sont le produit des rapports entre les acteurs en lutte, les pouvoirs publics et le contexte sociétal. L'ensemble des performances forme ce que Tilly (1986) appelle un « répertoire d'action » ou de contestation, à l'échelle d'une nation, ou d'un groupe de population (Fillieule, 2010). La manifestation, l'occupation d'immeubles vacants, la grève ou la pétition sont des performances appartenant au répertoire d'action actuel. L'analyse des prises de position des jeunes rencontrés nous a conduit à conceptualiser l'engagement selon l'articulation de trois espaces : l'« original » avec des performances traditionnelles ; le « négatif » avec des performances radicales, des postures de retrait ou de dégageant ; et l'« intermédiaire » avec des formes « alternatives » d'engagement. Chaque espace comprend une part d'ombre, mais c'est dans l'espace « intermédiaire » que l'on a observé le plus de performances théoriquement invisibles. Les champs et les modes d'action privilégiés par les jeunes que nous avons interrogés sont aussi éclectiques que la rue, l'entourage personnel, la sphère politique, l'action directe, la création artistique *underground* et l'intervention communautaire.

À l'instar de leurs congénères, les jeunes que nous avons rencontrés rejettent massivement l'espace original et, en particulier, la pratique du vote et du militantisme. Ils rejettent un univers qu'ils méprisent et dans lequel ils se sentent, disent-ils, « manipulés »⁷. Conformément à la tendance actuelle observée, certains manifestent tout de même un intérêt pour le politique au travers des informations politiques ; des grands débats d'actualité ; des enjeux de société ; et parfois du « *drôle de spectacle des questions au gouvernement, au parlement* ». Cet intérêt peut prendre la forme d'actions directes, comme le montre la participation de certains jeunes au RAJE citoyenne au sein des Auberges du cœur, un

5. Les jeunes interrogés sont âgés de 18 à 30 ans environ et en situation de grande précarité. Ils font régulièrement appel à l'aide des OCJ, et sont, en majorité, bénéficiaires de l'aide sociale. Nous avons rencontré très peu de jeunes issus de l'immigration ou de minorités visibles.

6. Giraud (2011) propose de conceptualiser l'engagement à partir d'un espace « original » et de son « négatif ». Nous avons repris ce cadre d'analyse en ajoutant l'espace « intermédiaire » afin de situer certaines prises de position originales propres aux jeunes rencontrés.

7. Les propos en italique et entre guillemets sont extraits des entretiens de groupe ou de conversations informelles avec des jeunes dans les OCJ.

OCJ québécois (Greissler et Labbé, 2012) – ou, comme le montre le vote protestataire, pour des partis dits « populistes » comme l'ADQ. Ces prises de position sont néanmoins minoritaires dans l'échantillon étudié.

À l'opposé, nombreux sont les jeunes qui revendiquent des performances radicales : la révolution ; le boycott des grandes entreprises ; ou l'éradication de la société de consommation. La préférence pour les prises de position plus violentes ou plus retentissantes est marquée par le climat récent des « *révolutions arabes* » et des mouvements étudiants. Toutefois, ces propos ne se traduisent pas en actes chez les jeunes que nous avons interviewés. Il s'agit davantage d'une représentation des performances disponibles et efficaces lorsque l'on se situe du « mauvais côté des rapports de force » (Mathieu, 2007) et que l'on se sent « *manipulé par le système* ». Ils ont retenu l'image de la violence des « *révolutions arabes* » et de la force du nombre des mouvements étudiants. Le pendant du rejet de la politique et de cet appel à la radicalité ou à la visibilité extrême est le non-engagement, le retrait de tout espace de participation, à la marge de l'espace négatif. Si la radicalité est une option forte de protestation, le rejet et plus précisément, le « mécontentement » et la « perplexité » (Bègue, 2007) sont des postures fréquentes chez les jeunes en situation de marginalité qui mettent en suspens l'engagement. Il y a là la marque de l'*exit* ou de l'*apathie* (Bajoit, 1988). En somme, l'espace « original » (ou traditionnel) est peu investi par les jeunes rencontrés, qui préfèrent des performances se rapportant à l'espace négatif, et si l'on s'arrêtait à cette image, on pourrait avoir l'impression que le rejet de la participation politique aboutit au non-engagement.

Cependant, la majorité des jeunes privilégie une option aux répertoires d'action qui se rapportent à l'espace « original » et à l'espace « négatif ». Parmi les propos recueillis, on a relevé de nombreuses performances artistiques qui correspondent à des modes d'expression de soi à travers la pratique de la musique, du *Do It Yourself* (DIY)⁸ et de l'occupation de l'espace urbain. Le festival d'expression de la rue (FER) des pairs-aidants du Groupe d'intervention alternative par les pairs (GIAP) est un bon exemple de ces performances. Pendant trois jours, fin juillet, les pairs-aidants⁹ proposent une programmation artistique et musicale alternative (punk, métal, rock, hip-hop, reggae), des activités de DIY, des *open mic* et des *open jam*¹⁰, des ateliers de prévention, des jeux, des repas et des

8. Le DIY est une philosophie de vie ou une forme d'art qui s'apparente au « faire soi-même », au « système D » comme « débrouillardise » ou au « fait maison » (Hein, 2012).

9. Les pairs-aidants sont d'anciens jeunes de la rue qui interviennent au centre-ville de Montréal pour proposer une intervention alternative, mobilisant directement leur vécu pour « *faire de la prévention* ». Ils organisent le FER depuis 15 ans sur le campus de l'UQAM, place Pasteur, dans la rue Saint-Denis.

10. Littéralement, cela signifie « micro ouvert » ou « libre ». Il s'agit de permettre à des jeunes de raper, de slammer ou de faire un solo de guitare sur scène. Ils n'ont souvent pas la possibilité de s'exprimer sur une autre scène.

conversations citoyennes. L'objectif de cette action collective est d'offrir une scène artistique à des jeunes exclus d'autres plates-formes, en particulier au sein du Quartier des spectacles – agencé pour accueillir le festival humoristique *Juste pour rire*, le *Festival international de jazz* ou les *Francofolies*. Pour les jeunes rencontrés, ces manifestations publiques sont jugées « commerciales » et surtout, elles sont ouvertement hostiles à leur présence. L'objectif du FER est aussi de favoriser la mixité sociale afin de déconstruire les préjugés réciproques entre les jeunes de la rue et les riverains, les commerçants ou les passants. Les conversations citoyennes tentent de regrouper ces acteurs, invités à dialoguer, à se connaître et éventuellement à s'approprier. Ces dernières années, les thématiques du FER portaient sur les signes corporels distinctifs (tatouages, piercings), la judiciarisation et la surveillance urbaine¹¹. Ces thèmes, choisis par les pairs-aidants eux-mêmes, sont assez rassembleurs et évocateurs pour les jeunes de la rue. Ce sont d'autres moyens de diffuser des messages de prévention et de montrer aux participants de tous bords la réalité de la rue.

Dans un autre ordre d'idées, il appert que certaines organisations militantes ont la faveur des jeunes, car elles développent des « pratiques alternatives » d'engagement : Opération droits devant (ODD) ; le Collectif opposé à la brutalité policière (COBP) ; Food Not Bombs ; ainsi que les mouvements étudiants et altermondialistes. Certains, comme ODD, ont d'ailleurs participé au FER. Les jeunes interviewés apprécient le fonctionnement démocratique, voire anarchiste de ces organisations, les causes défendues et les performances qui leur paraissent adaptées pour se faire voir et entendre dans l'espace public. Toutefois, et cela peut sembler paradoxal en raison de leur appel à la révolution, certaines méthodes radicales sont très critiquées. C'est le cas du COBP à qui l'on reproche de favoriser les affrontements violents avec la police :

- Chaque année, ça se termine en arrestations.
- Oui, moi je n'y vais plus.
- Je trouve ça plate, c'est quand même ce contre quoi le COBP manifeste ! Ils ont de bons arguments !
- Mais la police s'en fiche de ça !
- Oui, mais je trouve que c'est dommage. La plupart du temps ce sont des jeunes que je connais qui se ramassent là et qui se font arrêter.
- Ça finit toujours avec 50% d'arrestations (échange informel).

11. Les thèmes étaient : « marqué au FER » en 2009 ; « les contraventions » en 2010 et « Montréal parano » en 2011.

Ces opinions exprimées sont relatives à l'état d'esprit des jeunes qui, en raison de leur statut « marginal », éprouvent des difficultés à prendre le risque de s'engager dans des organisations militantes qui « *n'assurent pas* [leurs] *arrières* » ou qui, à leurs yeux, ne sont pas en mesure de créer un véritable rapport de force. Certains jugent ainsi que les manifestations de rue du RAJE citoyenne ne sont pas assez « *efficaces* » pour être entendues par les pouvoirs publics qui « *rient* » des jeunes marginaux :

- Le gouvernement rit de nous autres, c'est frustrant [...]
- C'est ce que j'ai expliqué au RAJE : ce n'est pas avec des pancartes que tu leur fais peur. Tes punks, tu les traînes dans les médias et tu les rabaisses...
- Ce n'est pas une manifestation qui compte, ce sont les médias.
- [intervieweur :] Mais ils vont appeler les médias, la manif, c'est aussi un acte de visibilité, non ?
- Moi, je dis on va chercher des *guns man*.
- Pour le RAJE, [les attachés de la ministre] étaient supposés rappeler, ils ont rappelé, puis ils ont raccroché la ligne au nez.
- Là, on a l'élément déclencheur, la raison pour laquelle il faut bouger. On va aller chercher des gens avec cette provocation.
- Oui puis non, tu ne vas chercher personne (entretien de groupe).

Finalement, « militer autrement » fait certes partie des conceptions de l'engagement des jeunes interrogés, tout comme les répertoires d'actions « alternatifs » sont jugés « *efficaces et réalistes* », mais il n'en demeure pas moins qu'ils ont, malgré tout, besoin de surmonter des obstacles importants pour s'engager. Le plus gros obstacle semble être la judiciarisation de certaines pratiques quotidiennes et de certaines « performances ». Nous avons recueilli en ce sens de nombreux témoignages sur « *les arrestations au poivre de Cayenne et au gaz lacrymogène* » ou la « *délation* » en marge des mouvements altermondialistes et les actions du COBP. En outre, il est essentiel pour eux de trouver facilement une place dans les rassemblements, et c'est pourquoi ils privilégient des organisations avec lesquelles ils partagent les mêmes valeurs, références, idéologies et objectifs. De même, ils éprouvent parfois le besoin de connaître d'autres militants. D'ailleurs, les jeunes qui participent au FER ou au RAJE citoyenne ont souvent été motivés par la présence des pairs-aidants ou d'intervenants dans ces espaces. Cette forme d'engagement fait partie intégrante de l'univers des jeunes interrogés qui sont sollicités par les OCJ.

Si « *90 % des jeunes de la rue s'investissent* [d'après eux] *à travers l'art* », si les actions du RAJE citoyenne et les manifestations annuelles du FER ont une place dans l'univers des jeunes rencontrés, beaucoup ne semblent pas engagés du

tout. D'ailleurs, il est intéressant de noter les difficultés de recrutement pour des entretiens de groupe. Régulièrement, ceux qui déclaraient ne pas être engagés « politiquement » associaient en fait directement l'engagement à l'espace original de participation. Il a donc fallu déconstruire avec eux ce mythe de l'engagement exclusivement politique pour comprendre, *in fine*, qu'ils développent souvent des formes d'engagement moins visibles, plus individuelles.

Un élément important de nos résultats montre que nombre de performances s'inscrivent, comme nous l'avons dit, dans la sphère locale, voire privée et intime. Il ne semble pas que ces formes d'engagement soient perçues telles des prises de position critique par les acteurs eux-mêmes. L'action dans la communauté ou au sein de l'entourage personnel fait partie des performances les plus fréquemment citées. Toutefois, pour les jeunes interrogés, « *il n'y a pas là d'engagement* ». Ils s'investissent dans leur milieu pour « *rendre des services à des amis* » ou pour « *s'impliquer plus activement pour une cause environnementale* » à l'échelle de leur habitat ou de leur quartier. Ce désir de se rendre utile et d'agir est, entre autres, associé à la possibilité d'observer les effets de ses actions. Les motivations de ces jeunes sont liées aux valeurs personnelles, au réalisme de l'engagement, aux intérêts et avantages que l'on attribue à ces formes d'engagement « autour de soi » :

– Moi, je sais que mon implication, mon engagement, j'essaie de le faire juste sous forme d'idées, des textes, des discussions. [...] Chacun choisit son combat, le mien c'est de répandre le bonheur autour de moi. Je considère que c'est suffisant (entretien de groupe).

Pour certains, cela correspond à une première étape avant de s'engager dans des contextes plus larges, dans des organisations de plus grande ampleur, pour d'autres, s'engager dans son entourage se fait souvent au détriment d'un engagement dans le reste de la société. En fait, cela traduit avant tout un rejet des formes plus traditionnelles d'engagement et surtout un rejet de la norme sociale dominante : « *le système capitaliste et la société de consommation* ». Poussées à l'extrême, ces prises de position s'enracinent dans le mode de vie, dans la quotidienneté :

– L'engagement, c'est juste le mode de vie à la base.

– Sans forcément entrer dans l'intime, est-ce que tu peux m'en dire un peu plus ?

– Disons que, cet été, j'avais mon propre jardin, avec mon appartement, tous les légumes que je mangeais étaient poussés par nous, étaient tous bio, c'est moi qui le faisais. Sinon, on fait de la récup de bouffe. On va acheter en vrac la bouffe bio. Puis, regarde, on habite à plusieurs, on essaye d'économiser de l'énergie, participer à des causes. Je vais faire des performances artistiques sur des causes. Je fais des spectacles-bénéfices.

– Quelles sont les causes qui sont importantes pour toi ?

– Ça dépend. Mais, exemple, je sais qu'un de mes buts, un jour, ce serait d'apprendre une langue amérindienne parce que je pense que la culture amérindienne, il faudrait qu'elle soit plus mise de l'avant. Sinon, il y a l'écologie. Il y a plein d'affaires. Il y a toutes les différentes causes politiques, de violence. Je rentrerais pas dans : « Qu'est-ce que la violence ? » La violence étatique, disons, puis systémique, économique. Sinon, l'égalité entre les différents aussi (entretien de groupe).

Développer un mode de vie opposé à la norme dominante est une forme d'engagement pour certains jeunes qui refusent par exemple de vivre avec l'argent distribué par l'État. Il s'agit pour eux d'une sorte d'« *acte citoyen* » qui consiste à « *boycotter la société de consommation* ». Si ces jeunes dépendent toutefois du système d'aide sociale et communautaire, ils revendiquent, sans prosélytisme, un autre mode de vie plus écologique, plus social et moins marchand. Nous avons rencontré de jeunes militants végétariens, voire végétaliens. Il y a là, pour eux, une forme d'engagement de nature écologique qui leur demande d'ailleurs beaucoup d'organisation dans la rue et dans les OCJ.

En définitive, ces prises de position pour lutter dans la sphère privée contre des modes de vie dominants révèlent tout à la fois un manque de moyens, de compétences, de ressources, de temps ou d'énergie. On est là au cœur des contraintes et des conditions d'émergence de l'engagement en situation de marginalité. Ces formes personnelles et intimes d'engagement ne font pas encore assez partie des prises de position habituellement étudiées en science politique ou en sociologie. Nous ne sommes pas en présence de véritables mouvements sociaux ni de performances permanentes d'acteurs en lutte qui inventeraient des tactiques collectives au sens où l'entend Tilly (1986). Néanmoins, ces prises de position participent de cette tendance du retour à la terre et à l'essentiel, chère à certains jeunes de la rue (Gilbert et Parazelli, 2004). Elles ouvrent, semble-t-il, sur une nouvelle scène participative qu'il est important de mieux appréhender. On peut se demander comment comprendre la dynamique de ces prises de position et ce qui l'influence ?

UNE « ARRIÈRE-SCÈNE » PARTICIPATIVE ?

Il est important de relever le décalage qui existe entre les discours et les actes d'engagement réels recensés ici. Ce décalage provient des représentations de l'engagement et des organisations militantes ainsi que des moyens d'action disponibles pour prendre position. Cela révèle un paradoxe qui correspond à la situation de marginalité et partant, aux contraintes de l'engagement des personnes marginalisées (Le Texier, 2006). Si ces personnes se sentent souvent réduites à l'apathie, elles développent également des moyens d'action plus modestes ou plus discrets qui traduisent en fait un mécontentement ou une inaccessibilité aux répertoires d'action dits traditionnels (vote, militantisme politique ou associatif). Certains jeunes ont parfois des difficultés à franchir les

portes d'une organisation, ou à trouver des ressources militantes qui leur correspondent, voire à s'identifier à des modes d'action que l'on apparence pourtant aux jeunes (mouvements altermondialistes, actions collectives des OCJ ou mouvements anarchistes). Ils peuvent être intéressés par certaines organisations, mais pas au point d'y adhérer. C'est visiblement ce qui les conduit à construire d'autres espaces d'engagement marginalisés. Si l'on peut faire ici référence au «dégagement» des espaces traditionnels de participation (Vulbeau, 2005), on peut également y voir la construction d'une «arrière-scène participative».

La part de l'expérience marginalisée dans l'engagement de ces jeunes est importante. Le vécu à la marge déteint sur les formes d'engagement. Les jeunes rencontrés prennent position à partir de leur identité, que ce soit pour le choix des causes défendues (judiciarisation, écologie, brutalité policière ou reconnaissance des jeunes de la rue dans l'espace public) ou les moyens d'action privilégiés (artistiques, alternatifs, radicaux et intimes). On constate ainsi que l'image qu'ils ont d'eux-mêmes et de la société se traduit dans leurs performances. En d'autres termes, les jeunes s'engagent dans une arrière-scène participative par choix ou par contrainte, ils développent leurs propres moyens d'action, en devant faire face à un manque de ressources.

Leurs prises de position aboutissent à la fois à dévoiler leur identité et à dépasser les freins à l'engagement. Les rapports à la marge et à l'engagement laissent ainsi émerger des performances moins visibles dans un environnement avant tout «*oppressant*». C'est leur manière de chercher une place particulière dans la société et, de ce fait, de revendiquer d'autres formes d'agir et d'être soi. Pour certains, cela correspond à une politisation de l'expérience marginalisée ; pour d'autres, à ce qui pourrait être un engagement inconscient. On a observé que certains s'affichaient ouvertement comme étant non engagés, tout en développant par ailleurs des performances dans leur propre mode de vie en particulier : anticapitaliste, végétarien ou écologiste, par exemple. Selon quels critères se considèrent-ils alors eux-mêmes comme engagés ? Quel sens donner à leurs prises de position ?

Certains jeunes recherchent un espace de liberté. Ils expérimentent, notamment dans la rue, d'autres manières d'occuper l'espace public et d'être soi. Ce sont souvent des formes diffuses et particulières de s'émanciper des codes sociaux dominants, de revendiquer des idées et d'émettre des critiques, voire de prendre position. Il y a là des dimensions éthiques, voire esthétiques qui peuvent faire référence à un mouvement contre-culturel (Roszack, 1980)¹². Néanmoins, ce besoin de contrer certains principes et d'opposer d'autres manières d'être

12. Les dimensions éthiques se rapporteraient à des prises de position alternatives, comme le fait d'être végétarien ou libertaire alors que les dimensions esthétiques se rapprocheraient de l'art (musique, peinture, etc.) et du style vestimentaire, par exemple.

ressemble plus à une échappatoire spontanée. Cette résistance n'est pas moins importante que la résistance plus directe et organisée, mais n'étant, en outre, ni massive ni homogène, elle ne peut être que difficilement conceptualisée. Le concept de contre-culture est trop globalisant pour répondre aux particularités des manifestations de ces ruptures de socialisation et de formes particulières d'engagement situées notamment dans l'espace intermédiaire, qui ne portent pas toujours la marque d'un projet, d'une idéologie. On peut se demander par contre si les jeunes ont un pouvoir de résistance qui correspond à de nouvelles formes de socialité.

Ces prises de position critique se rapportent à des jeunes qui cherchent, parfois en vain, à donner un sens au monde dans lequel ils vivent et à trouver une place qu'ils pourraient occuper au sein de la société. Dans cet ordre d'idées, les jeunes rencontrés ne sont pas en lutte contre la société dans laquelle ils évoluent, mais ils sont amenés à composer avec leur univers afin de trouver une forme d'équilibre entre leur situation de marginalité, le reste de la société et eux-mêmes.

Finalement, l'engagement dans l'arrière-scène participative recouvre l'ensemble des expérimentations, des performances et des innovations des jeunes rencontrés. Ces expérimentations sont des formes différentes d'action et de prises de position, d'occupation de l'espace public. Cependant, elles expriment, semble-t-il, la même résistance à la sphère conventionnelle de participation citoyenne, la même résistance à la norme sociale dominante ou, du moins, à la représentation que s'en font les jeunes. C'est, en somme, une forme de résistance intégrée et appliquée au quotidien et, dans un certain sens, un engagement incarné en situation de marginalité.

CONCLUSION : RÉSISTANCE OU ENGAGEMENT ?

Bien qu'individuelles, dans l'ombre des actions collectives et des mouvements sociaux, ces différentes performances ne sont pas moins des formes de prises de position critique. Elles montrent des «dispositions contestataires», c'est-à-dire, une «propension à contester l'ordre social ou l'un de ses aspects considéré comme injuste ou illégitime» (Mathieu, 2012, p. 185). Certains jeunes rencontrés présentent en effet une grande capacité à l'indignation et, en conséquence, à la construction d'un rapport critique au monde qui les entoure et à la situation sociale qui les caractérise, par opposition à la «docilité» ou à l'«assentiment» (Barrault, 2010). Pour reprendre les termes de Daniel Gaxie (2007), ils «s'auto-habilitent» à s'engager.

De manière générale, le développement d'un mode de vie particulier, proche de ses valeurs personnelles, non conformes avec la norme dominante, ou oppositionnelles, traduit le besoin de liberté de ces jeunes qui ont souvent rompu avec un milieu familial hostile pour se construire. Cette idée de prise de distance avec

la norme dominante semble se réaliser tant du point de vue de l'identité que de celui de l'engagement (consommation, mode de vie, anticapitalisme). C'est sans doute inconsciemment que ces jeunes produisent une « arrière-scène » participative. Ces résultats montrent, en filigrane, que les jeunes en situation de marginalité ne sont pas exclus de toutes les formes de participation ou, du moins, qu'ils trouvent parfois la capacité de revendiquer une place particulière à partir du « bricolage » de performances. À l'image des conceptions de Claude Lévi-Strauss qui parle « des moyens du bord » ou Michel de Certeau qui a conceptualisé les « tactiques du quotidien », les jeunes interrogés échappent à d'autres scènes participatives, notamment traditionnelles, en cherchant à se dégager de certaines contraintes et, en particulier, des rapports de pouvoir (Véron, 2010).

À partir de cette interprétation des performances dans un espace intermédiaire, il appert qu'une définition élargie de l'engagement politique ouvre sur de nouvelles perspectives de recherche permettant d'analyser des prises de position critique moins visibles. La véritable question suscitée par ces performances et qui pourra faire l'objet d'une analyse plus approfondie est, semble-t-il, de mieux comprendre le pouvoir de résistance de ces prises de position.

RÉSUMÉ | ABSTRACT

À partir des résultats d'une thèse de doctorat portant sur l'engagement de jeunes en situation de marginalité, cet article vise à mettre en évidence des formes d'engagement difficiles à appréhender. Étant discrètes, certaines prises de position inscrites dans la proximité, dans des gestes quotidiens automatiques, représentent en effet un enjeu d'invisibilité et posent un problème de conceptualisation. Or des jeunes expriment leur besoin de participer, en investissant ce que l'on pourrait appeler un espace d'engagement « intermédiaire » ou une « arrière-scène participative », comme ils développent une « stratégie de résistance » pour exister dans l'espace social. Notre objectif est de comprendre ces prises de position.

The purpose of this paper, based on the findings of a doctoral thesis on the engagement of people living on society's margins, is to highlight forms of engagement that are difficult to grasp. Being discrete, some stances taken in local affairs, in automatic daily actions, remain almost invisible and raise a problem of conceptualization. Yet young people express their need to participate by occupying what could be called an "intermediate" place of engagement or a "participatory backstage," as they develop a "resistance strategy" to help them survive in the social sphere. Our objective in this paper was to gain a better understanding of these stances.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BAJOIT, G. 1988. « Exit, Voice, Loyalty...and Apathy : Les réactions individuelles au mécontentement ». *Revue française de sociologie*, 29, 2 : 325-345.
- BAJOIT, G. 2006. « Engagement et lien social ». In J.-F. GUILLAUME (Ed.), *Aventuriers solitaires... Les formes contemporaines de l'engagement*. Liège, Université de Liège : 25-38.

- BARRAULT, L. 2010. « Anticipations de l'avenir et rapports au politique de jeunes des milieux populaires ». *Politique et Sociétés*, 29, 3 : 97-114.
- BECQUET, V., & DE LINARES, C. (Eds.). 2005. *Quand les jeunes s'engagent. Entre expérimentations et constructions identitaires*. Paris, L'Harmattan.
- BÈGUE, M. 2007. *Le rapport au politique des personnes en situation défavorisée. Une comparaison européenne : France, Grande-Bretagne, Espagne*. (PhD), Paris, Institut d'Études Politiques de Paris.
- BELLOT, C. 2001. *Une ethnographie de la rue : Trajectoires de rue des jeunes et pratiques d'intervention au centre ville de Montréal*. (PhD Thèse), Montréal, Université de Montréal.
- CASTEL, R. 1994. « La dynamique des processus de marginalisation : de la vulnérabilité à la désaffiliation ». *Cahiers de recherche sociologique*, 22 : 11-27.
- CORIN, E. 1986. Centralité des marges et dynamiques des centres. *Anthropologie et Sociétés*, 10, 2 : 1-21.
- FEDERINI, F. 2007. « Prolégomènes à une théorie des modes de formation des dispositions politiques ». *SociologieS [en ligne]* 15 avril 2013. from <http://sociologies.revues.org/1113>
- FILLIEULE, O. 2010. « Tombeau pour Charles Tilly. Répertoires, performances et stratégie d'action ». In O. Fillieule, E. Agrikoliansky & I. Sommier (Eds.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*. Paris, La Découverte : 77-99.
- GAUDET, S. 2001. « La responsabilité dans les débuts de l'âge adulte ». *Lien social et Politiques*, 46 : 71-83.
- GAUDET, S. 2012. « Lire les inégalités à travers les pratiques de participation sociale ». *SociologieS*, retrieved from <http://sociologies.revues.org/3874>
- GAUTHIER, M. 1994. « Entre l'excentricité et l'exclusion : les marges comme révélateur de la société ». *Sociologie et Sociétés*, 26, 2 : 177-188.
- GAXIE, D. 2002. « Appréhensions du politique et mobilisations des expériences sociales ». *Revue française de science politique*, 2-3, 52 : 145-178.
- GAXIE, D. 2007. « Cognitions, auto-habilitation et pouvoirs des "citoyens" ». *Revue française de science politique*, 57, 6 : 737-757.
- GILBERT, S., & PARAZELLI, M. 2004. « Les jeunes en marge ont-ils des valeurs ? » In G. PRONOVOST & C. ROYER (Eds.), *Les valeurs des jeunes* (p. 71-90). Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec.
- GIRAUD, C. 2011. *Qu'est-ce que l'engagement ?* Paris, L'Harmattan.
- GREISSLER, É. 2007. *Entre marginalité et conformité : la construction identitaire des jeunes de la rue*. (Master Mémoire), Montréal, Université de Montréal.
- GREISSLER, É., & LABBÉ, F. 2012. « Lutter pour exister : conditions d'émergence du Rassemblement de la Jeunesse citoyenne ». *Nouvelles pratiques sociales*, 25, 1 : 208-223.
- HEIN, F. 2012. *Do it yourself! Autodétermination et culture punk*. Lyon, Le passager clandestin.
- ION, J. 1997. *La fin des militants ?* Paris, Éditions de l'Atelier/Éditions Ouvrières.
- LADRIÈRE, J. (Ed.) 1990. « Engagement ». *Encyclopedia Universalis*.
- LAMOUREUX, D. 2008. « Démocratiser radicalement la démocratie ». *Nouvelles pratiques sociales*, 21, 1 : 121-136.
- LAMOUREUX, J. 2001. « Marges et citoyenneté ». *Sociologie et sociétés*, 33, 2 : 29-47.
- LE TEXIER, E. 2006. *Quand les exclus font de la politique. Le barrio mexicain de San Diego, Californie*. Paris, Presses de Sciences Po.

- MAHÉO, V.-A., DEJAEGHERE, Y., & STOLLE, D. 2012. «La non-participation politique des jeunes : Une étude des barrières temporaires et permanentes de l'engagement». *Canadian Journal of Political Science*, 45, 02 : 405-425.
- MATHIEU, L. 2007. «Ce que la précarité fait aux mobilisations». In M. Boumaza & P. HAMMAN (Eds.), *Sociologie des mouvements de précaires*. Paris, L'Harmattan : 241-257.
- MATHIEU, L. 2012. *L'espace des mouvements sociaux*. Bellecombe-en-Bauges, Éditions du croquant.
- MAZZOLENI, O., & MASULIN, M. 2005. «Jeunes, participation politique et participation sociale en Suisse. Une étude de cas». *Swiss Political Science Review*, 11, 2 : 55-81.
- MILAN, A. 2005. *Volonté de participer : l'engagement politique chez les jeunes adultes*. Ottawa, Tendances sociales canadiennes, Statistique Canada.
- MUXEL, A. 2001. *L'expérience politique des jeunes*. Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- MUXEL, A. 2010. *Avoir 20 ans en politique : les enfants du désenchantement*. Paris, Les éditions du Seuil.
- PARAZELLI, M. 2002. *La rue attractive parcours et pratiques identitaires des jeunes de la rue*. Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec.
- PARAZELLI, M. 2003. «La marginalité serait-elle normale?» In V. Rousseau (Ed.), *Indiscipline et marginalité. Actes du colloque*. Montréal, Société des arts indisciplinés : 67-87.
- PELCHAT, Y. 2010. «L'appel à la participation». *Nouvelles pratiques sociales*, 22, 2 : 114-129.
- PENNEC, S. 2004. «Les tensions entre engagements privés et engagements collectifs, des variations au cours du temps selon le genre et les groupes sociaux». *Lien social et Politiques*, 51 : 97-107.
- PUTNAM, R. D. 2000. *Bowling Alone : The Collapse and Revival of American Community*. New York, Touchstone.
- QUÉNIART, A., & JACQUES, J. 2004. *Apolitiques les jeunes femmes ?* Montréal, Les éditions du remue-ménage.
- ROSZACK, T. 1980. *Vers une contre-culture*. Évreux, Stock.
- SAWICKI, F., & SIMÉANT, J. 2009. «Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français.» *Sociologie du travail*, 51, 1 : 97-125.
- TILLY, C. 1986. *La France conteste : de 1600 à nos jours*. Paris, Fayard.
- VÉRON, D. 2010. «Sans-papiers : d'un quotidien tactique à l'action collective». *Revue internationale de théorie critique* (printemps), 93-113.
- VULBEAU, A. 2001. *La jeunesse comme ressource. Expérimentations et expérience dans l'espace public*. Saint-Denis-Ramonville, Obviès-Èrès.
- VULBEAU, A. 2005. «Le désengagement : notes sur le côté obscur de l'engagement.» In V. BECQUET & C. De LINARES (Eds.), *Quand les jeunes s'engagent. Entre expérimentations et constructions identitaires*. Paris, L'Harmattan : 69-77.
- WILLEMEZ, L. 2004. «Perseverare Diabolicum : l'engagement militant à l'épreuve du vieillissement social.» *Lien social et politiques*, 51 : 71-82.